

DROITS DES FEMMES !

Bulletin du collectif rouennais pour les droits des femmes.

N°17 – Novembre 2015

25 NOVEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCE FAITES AUX FEMMES

Le collectif Droits des Femmes vous invite :

♀ **A 18h** au métro Théâtre des Arts : action contre le harcèlement de rue, amenez vos pancartes, affiches, pour dénoncer ce harcèlement quotidien dont sont victimes les femmes dans la rue et les transports.

♀ **A 20h,** soirée débat sur les violences faites aux femmes autour de la projection de courts métrages.
Soirée co-organisée avec l'UNEF Rouen et le collectif contre le sexisme dans les études de santé.
Bâtiment Enseignement de la Fac de médecine- salle 321



Pour nous contacter, suivre notre actu :

@ : droitsdesfemmes.rouen@gmail.com

f : www.facebook.com/droitsdesfemmes.rouen

🌀 : <http://droitsdesfemmes.rouen.over-blog.com/>

📍 : Maison des Associations - 22bis rue Dumont d'Urville – 76000 ROUEN



Violences en France :

2 10 000 femmes ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur conjoint ancien ou actuel partenaire intime

134 femmes sont mortes sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint

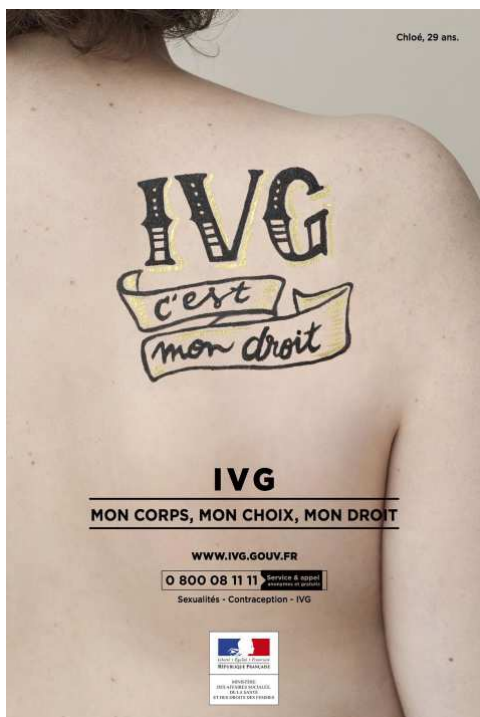
86 000 femmes ont subi un viol ou une tentative de viol, dans 90% des cas la femme connaissait son agresseur (conjoint, ex-conjoint, membre de la famille)

100% des femmes ont été harcelées dans les transports en commun selon une enquête d'Osez le Féminisme

Chiffres du Ministère des Affaires Sociales : <http://stop-violences-femmes.gouv.fr>



Avortement : un nouveau numéro vert



Le gouvernement vient de lancer un numéro vert pour obtenir toutes les informations nécessaires sur l'IVG, le 0800 08 11 11 ainsi qu'une grande campagne d'information pour le faire connaître dont voici le visuel. Ceci notamment pour contrecarrer la présence très massive sur le Net des associations anti-avortement.

Ce plan national comprend également des mesures réclamées par les associations féministes depuis longtemps ; notamment le remboursement à 100% des actes préalables à l'IVG par la SECU, la revalorisation du forfait de l'intervention en elle-même, l'extension du délit d'entrave, et la suppression de la notion de « détresse ».

Une avancée donc, mais qui doit se matérialiser dans les faits, avec l'ouverture de centres IVG plutôt que leurs fermetures et la formation et une meilleure rémunération de ceux qui le pratique.

Femmes et migrantes : une réalité méconnue

En France, plus de la moitié des migrants sont des migrantes (54% en 2012, jusqu'à 59% pour les migrants originaires d'Asie). Et ça ne date pas d'hier. Les femmes composaient déjà 42% des flux migratoires en 1946, et les chiffres sont stables depuis des décennies. Mais voilà, là où les hommes sont perçus comme mobiles, les femmes sont supposées rester « à la maison ». Alors des femmes migrantes, on a du mal à s'y faire ...

Les chiffres sont un peu différents pour les réfugiées : 33% seulement de femmes parmi les demandeurs d'asile, notamment en raison de dizaines d'années de réticences à prendre en compte les persécutions liées au sexe, au genre, à l'identité de genre ou à l'orientation sexuelle. Les choses ont l'air d'avancer un peu en la matière mais lentement, avec de grosses marges d'interprétation dans l'application de la loi et le tout dans une opacité très caractéristique des réglementations concernant l'accueil et le séjour des étrangers.

Ces femmes réfugiées, et toutes celles qui arrivent sans visas, sont particulièrement concernées par les violences au cours de leur voyage. Là, pas de chiffres, mais des récits : violence de la part des passeurs mais aussi de compagnons de voyage (viols ou mariages forcés comme « protection » contre les viols, stigmatisation des femmes victimes de viols considérées comme des prostituées ou des sorcières, prostitution -consécutive à une stigmatisation qui vous prive du soutien du groupe-, femmes jetées à l'eau au cours de traversées car accusées de porter malchance au bateau, ou d'être des sorcières -élégante façon de boucler la boucle, n'est-ce pas?-), et aussi des autorités des pays traversés (des récits concernent par exemple le chantage sexuel -pain contre fellation- ou les viols exercés par des gardiens de camps de réfugiés en Macédoine mais aussi difficultés ou impossibilité d'un accès au soin, etc). Les risques de violence sexuelles semblent plus élevés pour les femmes qui voyagent seules, mais les femmes enceintes et celles accompagnées d'un jeune enfants (de 10 à 30% selon les sources) sont certainement particulièrement sensibles aux risques sanitaires.

Et si, par chance, elles voient le bout du voyage et obtiennent des papiers, les ennuis des femmes migrantes sont loin d'être terminés, il y a aussi la question économique (70% de chômage l'année suivant l'arrivée, déclassement, etc.). Mais ceci est une autre histoire.



Pas de justice climatique, sans féminisme !



La COP21, 21ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, aura lieu à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. Depuis plus de vingt ans les négociations s'enchaînent mais aucun accord ne protège les peuples des ravages et des injustices dramatiques que générerait un changement climatique qui dépasserait 2°C.

Une coalition très large s'est constituée pour agir et ne plus laisser les pollueurs décider à la place et contre les populations, pour exiger un avenir vivable, respectueux de l'environnement et juste pour toutes et tous. De nombreuses actions sont prévues pendant la conférence. A Rouen se tiendra une marche pour la justice climatique le samedi 28 novembre.

Les pays et les populations pauvres, et en premier lieu des femmes, sont les premières victimes des catastrophes, inondations, sécheresses, ouragans... Les femmes pauvres des zones rurales et les femmes indigènes sont plus dépendantes des ressources naturelles pour survivre, et, dans bien des parties du monde, ce sont elles les responsables de la production de nourriture de subsistance, de la collecte d'eau, et de la charge des enfants et des personnes âgées.

En Europe, la crise climatique risque d'aggraver les inégalités d'accès à la santé, à une alimentation saine, à la ressource en eau, à l'électricité... avec un impact très important sur la vie des femmes.

Nous ne voulons pas que la croissance économique prenne le dessus sur la vie humaine, nous ne voulons pas d'un monde où les entreprises contrôlent notre planète et nos droits. Partout, celles-ci essaient de contrôler des terres et territoires en ayant recours à la violence physique et sexuelle, en utilisant des milices, l'armée et la police. Partout, des communautés pauvres sont confrontées à la pollution et à la destruction de leurs lieux de vie.

De nombreuses luttes, contre les inégalités environnementales, pour sauvegarder les biens communs et les services publics, pour la protection de la nature, contre la privatisation de la vie, remettent en cause le modèle destructeur de consommation et de production du système capitaliste.

Les luttes pour la souveraineté alimentaire, la défense du droit à disposer de son corps, la construction de l'autonomie des femmes, le dépassement de la division sexuelle du travail, sont historiquement portées par des femmes. Les soins pour la santé, la vie et la nature, la préoccupation pour les générations futures sont aujourd'hui dévolus aux femmes et dévalorisés. Le combat féministe pour rééquilibrer et repartager le travail domestique et le travail de soins entre les hommes et les femmes est indispensable à la construction d'une relation dynamique et harmonieuse entre les êtres humains et la nature.

Les féministes ont leur mot à dire sur les solutions pour la crise climatique et écologique.

**Marche pour le climat à Rouen :
rdv samedi 28/11 à 14h Parvis de l'Eglise Saint-Sever**